



Assemblée générale

Distr. générale
20 décembre 2010
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session

Point 143 de l'ordre du jour

Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Rapport sur l'exécution du budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| I. Introduction | 4 |
| II. Objectif et résultats | 4 |
| A. Généralités | 4 |
| B. Exécution du budget | 5 |
| C. Coopération régionale avec les missions | 7 |
| D. Cadres de budgétisation axés sur les résultats | 9 |
| III. Exécution du budget | 22 |
| A. Ressources financières | 22 |
| B. Informations sommaires concernant les virements entre chapitres | 23 |
| C. Répartition mensuelle des dépenses | 24 |
| D. Autres recettes et ajustements | 25 |
| E. Contributions non budgétisées | 25 |
| IV. Analyse des écarts | 25 |
| V. Exécution du budget : stocks stratégiques pour déploiement rapide | 27 |
| VI. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre | 29 |



Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010.

La corrélation entre les dépenses de l'exercice et l'objectif de la Base est mise en évidence dans les cadres de budgétisation axés sur les résultats et décomposée par composante.

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010.)

| Catégorie | Montant alloué | Dépenses | Variation | |
|---|-----------------|-----------------|--------------|-------------|
| | | | Montant | Pourcentage |
| Personnel civil | 26 268,7 | 27 883,1 | (1 614,4) | (6,1) |
| Dépenses opérationnelles | 31 685,4 | 30 048,1 | 1 637,3 | 5,2 |
| Montant brut | 57 954,1 | 57 931,2 | 22,9 | 0,0 |
| Recettes provenant des contributions du personnel | 3 808,6 | 4 366,9 | (558,3) | (14,7) |
| Montant net | 54 145,5 | 53 564,3 | 581,2 | 1,1 |
| Contributions volontaires en nature (budgétisées) | – | – | – | – |
| Total | 57 954,1 | 57 931,2 | 22,9 | 0,0 |

Ressources humaines : occupation des postes

| Catégorie | Postes approuvés ^a | Postes prévus | Postes effectivement pourvus Taux de vacance (moyenne) (pourcentage) ^b | |
|---|-------------------------------|---------------|---|--|
| | | | Postes effectivement pourvus (moyenne) | Taux de vacance (pourcentage) ^b |
| Personnel recruté sur le plan international | 82 | 64 | 57 | 11,7 |
| Personnel recruté sur le plan national | 203 | 203 | 188 | 7,3 |
| Postes de temporaire ^c | | | | |
| Personnel recruté sur le plan international | 6 | 6 | 5 | 15,3 |
| Personnel recruté sur le plan national | 23 | 23 | 22 | 4,3 |

^a Effectif autorisé le plus élevé.

^b Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes approuvés, mois par mois.

^c Financés au moyen des crédits prévus à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Le rapport rend compte également, conformément à la recommandation formulée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/58/759/Add.9, par. 26), telle qu'approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 58/297, de l'utilisation faite des stocks stratégiques pour déploiement rapide pendant l'exercice en question.

Utilisation des stocks stratégiques pour déploiement rapide

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010.)

| <i>Catégorie</i> | <i>Livrés^a</i> | <i>Dépenses</i> |
|---|---------------------------|-----------------|
| Stocks stratégiques pour déploiement rapide | 37 180,4 | 66 692,6 |

^a Valeurs de remplacement.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont présentées dans la section VI du présent rapport.

I. Introduction

1. Présenté dans le rapport du Secrétaire général (A/63/824), le budget pour l'entretien de la Base de soutien logistique de Brindisi (Italie) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 s'élève à 68 284 300 dollars (montant brut) (montant net : 63 190 400 dollars), les effectifs prévus étant de 151 membres du personnel recruté sur le plan international et de 256 agents nationaux, auxquels s'ajoutaient 12 postes de temporaire. Au paragraphe 57 de son rapport (A/63/746/Add.17), et dans la déclaration faite oralement par le Président du Comité consultatif à la 52^e séance de la Cinquième Commission, à la soixante-troisième session de l'Assemblée générale, (voir A/C.5/63/SR.52), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que le budget proposé soit réduit d'un montant brut de 10 888 100 dollars.

2. Dans sa résolution 63/286, l'Assemblée générale a approuvé un montant brut de 57 954 100 dollars (montant net: 54 145 500 dollars) pour l'entretien de la Base de soutien logistique pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010. L'intégralité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

3. Dans sa résolution 56/292, l'Assemblée générale a souscrit au concept de stocks stratégiques pour déploiement rapide et à son application, tel que présenté dans le rapport du Secrétaire général (A/56/870), pour une mission complexe et a approuvé un montant de 141 546 000 dollars au titre de ces stocks. Dans sa résolution 57/315, elle a prorogé jusqu'au 30 juin 2004 la période de validité de la décision qu'elle avait prise en ce qui concerne les ressources approuvées. En outre, dans sa résolution 59/299, elle a approuvé l'utilisation des économies provenant de la liquidation d'engagements d'exercices antérieurs relatifs aux stocks stratégiques pour déploiement rapide et du solde inutilisé pour couvrir les pertes de change et les dépenses afférentes à la reconstitution des stocks et a également approuvé l'intégration des coûts de reconstitution de ces stocks dans le montant des dépenses autorisées conformément au paragraphe 1 de la section IV de sa résolution 49/233A. Ces stocks ont pour but de permettre de déployer des missions rapidement et de réduire les délais de livraison du matériel dont les missions ont immédiatement besoin lorsqu'elles sont créées ou élargies. Ils constituent un mécanisme dynamique qui est constamment reconstitué et évalué pour veiller à ce que le matériel réponde aux besoins changeants des opérations.

II. Objectif et résultats

A. Généralités

4. À l'origine, le Département des opérations de maintien de la paix utilisait le dépôt de l'Organisation des Nations Unies, d'abord situé à Naples puis transféré à Pise (Italie). Ce dépôt avait été créé pour abriter le matériel devenu disponible après la liquidation de la première Force d'urgence des Nations Unies en 1956. La Base de Brindisi est opérationnelle depuis la fin de 1994.

5. Le mémorandum d'accord concernant l'utilisation de ces locaux par l'Organisation a été signé par le Secrétaire général et le Gouvernement italien le 23 novembre 1994. Un premier additif au mémorandum a été signé le 7 décembre 2001 et concerne le don de trois nouveaux entrepôts, et un second additif, signé le

4 août 2008, porte sur la cession par le Gouvernement italien de locaux et de terrains supplémentaires à la Base de soutien logistique. Un projet de révision du mémorandum d'accord est actuellement examiné par le Gouvernement italien.

6. La Base a pour objectif général de favoriser le fonctionnement efficace et rationnel des opérations de maintien de la paix.

7. Dans le cadre de cet objectif général, la Base a contribué, durant l'exercice considéré, à un certain nombre de réalisations en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après, qui présentent les réalisations et les produits en fonction d'un regroupement autour des pôles fonctionnels suivants: services d'appui logistique, services des transmissions et de l'informatique, services d'appui à la Base de soutien logistique des Nations Unies et unités hébergées.

8. Le présent rapport contient une analyse des réalisations effectivement obtenues en comparaison des cadres budgétaires axés sur les résultats prévus pour l'exercice 2009/10 et, en particulier, compare les indicateurs effectifs de réalisation, c'est-à-dire les progrès effectivement réalisés pendant l'exercice, et les indicateurs prévus, et les produits effectivement obtenus et les produits prévus.

B. Exécution du budget

9. Au cours de l'exercice considéré, la Base s'est acquittée des tâches suivantes:

a) La construction à Valence (Espagne) du site B, qui doit abriter un centre informatique de communications secondaire actif extrêmement fiable et pouvant prendre le relais de la Base de Brindisi afin de renforcer l'appui aux activités de maintien de la paix, a été poursuivie. L'installation des fondations pour les antennes de transmission par satellite et cinq systèmes de transmission a été menée à bien dans le cadre de la première phase de la construction du site B. La construction du bâtiment du centre de données se poursuivait à la fin de l'exercice. L'objectif de la première phase était de mettre en place une installation provisoire pour appuyer les activités de gestion des projets et d'ingénierie des systèmes ainsi qu'un champ externe d'antennes. La deuxième phase, qui porte sur l'installation dans les locaux du matériel de l'Organisation, est en cours.

b) L'élaboration du plan concernant la sécurité de la Base de soutien logistique a été achevée conformément aux politiques du Département de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat. Le plan de sécurité révisé est actuellement examiné par le responsable désigné de l'ONU pour les questions de sécurité dans le pays.

10. Le Service d'appui logistique a géré avec succès les activités ci-après:

a) Entreposage, maintenance, réception, inspection, livraison et rotation des véhicules, du matériel et des fournitures techniques et de tout le matériel nécessaires au déploiement et au fonctionnement des missions de maintien de la paix;

b) Remise en état des véhicules, groupes électrogènes et appareils de climatisation devant être versés aux stocks de réserve de l'Organisation ou redistribués aux missions de maintien de la paix;

c) Supervision stratégique de tous les vols intermissions des opérations de maintien de la paix, y compris fourniture de services d'appui aux vols spéciaux, et analyse de l'utilisation faite des avions et hélicoptères par toutes les opérations de

maintien de la paix afin d'assurer une gestion efficace de la flotte et des contrats et le respect des contrats d'affrètement conclus par l'Organisation;

d) Fourniture des services d'appui au sol nécessaires aux mouvements d'aéronefs à la Base de soutien logistique, y compris pour le compte du Programme alimentaire mondial (PAM);

e) Achèvement de la première phase du projet de construction du nouveau bâtiment des Services de communications par satellite et des Services informatiques (bâtiment A);

f) Remise en état et rénovation de plusieurs bâtiments et installation de la Base de soutien logistique, dont plusieurs éléments des bâtiments 137 et 228, paysagisme et aménagement d'une aire de stationnement pour le bâtiment 254 et épandage de gravier dans la zone d'opérations logistiques; et

g) Acquisition de 10 véhicules, dont 6 véhicules électriques.

11. Le Service des communications et de l'informatique a mené à bien un certain nombre de projets importants, dont les suivants :

a) Achèvement de l'installation mise en service à Brindisi d'un nouveau champ de cinq nouvelles antennes satellites pleinement résistant et gestion à Valence de la construction et de l'installation de cinq abris d'antenne;

b) Fourniture d'un large appui à la planification et à l'organisation des systèmes de communications par satellite pour différentes missions;

c) Développement de l'infrastructure de stockage des données, les 29 anciens réseaux de sauvegarde et de stockage étant remplacés par 8 nouveaux réseaux, ce qui a permis de ramener l'espace utilisé par ces réseaux dans le bâtiment du Centre de données de 47 à 16 mètres carrés; réduction de 30 000 dollars par an du coût de l'alimentation en électricité; réduction de 1,2 milliard de BTU par an de la chaleur dissipée; économie de 700 000 dollars par an, sur les quatre prochaines années, sur les dépenses de maintenance du matériel; et augmentation de la capacité de stockage de données de 680 à 1 096 téraoctets;

d) Obtention de la certification ISO 27001 pour une nouvelle année et réalisation de progrès considérables dans les efforts déployés pour obtenir la certification d'autres éléments de l'infrastructure des Services de communications et de l'informatique;

e) Normalisation de l'utilisation de la largeur de bande des communications par satellite conformément aux meilleures pratiques internationales, ce qui, conjointement à une plus large utilisation des services de visioconférence par Internet, s'est traduit par une utilisation plus efficace de cette ressource.

Unités hébergées

Centre d'opérations aériennes stratégiques

12. Grâce à l'augmentation du nombre de techniciens mis à sa disposition, le Centre a pu planifier et analyser les opérations et aider le Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat, les missions et le Département de l'appui aux missions du Secrétariat à obtenir les autorisations nécessaires. En outre, le Centre a suivi et contrôlé les opérations stratégiques à court et à long terme de

transport de passagers et de fret ainsi que les opérations intermissions de la flotte aérienne de l'ONU. Il fournit des services opérationnels aux missions 24 heures par jour, 7 jours par semaine, selon que de besoin pour les vols transportant des personnalités et les vols stratégiques.

Centre de gestion du système d'information géographique

13. Le Centre de gestion du système d'information géographique a procédé à un déploiement rapide d'experts dans le but d'instaurer des systèmes d'information géographique à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), a aidé l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) à renforcer les services de topographie et de cartographie des nappes phréatiques sur le terrain et a, pendant la phase qui a suivi celle des secours immédiats après le séisme, aidé la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) à renforcer son système d'information géographique. Le Centre a également fourni un appui à la MINUAD et à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUC) pour la collecte de données topographiques et la production de cartes ainsi qu'à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) pour l'aider à préparer les données en prévision du déploiement d'un système de télédétection des Nations Unies.

Centre des normes et études techniques

14. Le Centre a administré la base de données techniques et est passé du système Lotus Notes à un système basé sur Internet; a organisé cinq espaces virtuels en temps réel d'assistance pour appuyer les missions sur le terrain et a ainsi pu résoudre 40 problèmes soumis à son intention; il a fourni un appui sur le terrain au Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie (UNSOA), à la MONUC et à la MINUSTAH pour la réalisation de projets techniques de grande envergure; a rassemblé 225 normes internationales et organisé la « Bibliothèque en ligne des normes » que peuvent consulter les missions sur le terrain; et a continué de développer, d'administrer et de regrouper plusieurs cadres de planification pour en faire un seul module normalisé pouvant servir à la planification des camps militaires et des camps des unités de police constituées de toutes dimensions qui comporte toutes les principales données techniques, y compris en ce qui concerne les quantités, les coûts et les liens avec les contrats-cadres. En outre, le Centre a élaboré et administré huit modules de conception technique normalisés des locaux et installations les plus usuels des missions sur le terrain; a introduit l'élément technique du catalogue en ligne qui contient des informations sur les outils et matériels relatifs aux stocks stratégiques pour déploiement rapide; et a aidé le Département de l'appui aux missions à élaborer de nouveaux contrats-cadres et à participer à deux conférences de soumissionnaires et à une évaluation technique de la nouvelle génération de bâtiments préfabriqués.

C. Coopération régionale avec les missions

15. La Base de soutien logistique a fourni des services de communications par satellite et d'autres types d'appui technique à l'occasion de quatre programmes de formation réalisés par le Programme alimentaire mondial (PAM) à la base de San Vito. En outre, le Service des communications et de l'informatique a continué

d'appuyer les services de téléphonie et de transmission de données par Internet de l'Entrepôt de fournitures humanitaires des Nations Unies administré par le PAM. Il a également fourni des services informatiques au Centre international de calcul (CCI) et au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) et a mis à leur disposition les services de téléphonie par Internet et des services informatiques fournis par la Base de soutien logistique.

16. La coopération avec les autres institutions a été élargie et renforcée, et il a notamment été fourni des services informatiques et des services de communications ainsi que des services de conférence à l'Office des Nations Unies à Nairobi, au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, à l'Office des Nations Unies à Genève, à l'Office des Nations Unies à Vienne, au Tribunal pénal international pour le Rwanda, au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, au Bureau intégré des Nations Unies au Burundi (BINUB), à la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, à la Commission économique pour l'Afrique, au Programme des Nations Unies pour l'environnement, au Department for International Development du Gouvernement du Royaume-Uni, à l'Institut africain pour le développement et la planification économiques, au Programme de Volontaires des Nations Unies, à l'Union africaine, à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, au Fonds des Nations Unies pour la population, au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, à l'Organisation mondiale de la Santé, à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, à l'Agence internationale de l'énergie atomique, à l'Organisation internationale du Travail, à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, au Fonds des Nations Unies pour l'enfance, à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, à l'Organisation internationale de normalisation des Nations Unies, à l'Université des Nations Unies, à la Banque mondiale, à l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, au Centre international de calcul, à la Cour pénale internationale, à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, au Haut-Commissariat aux droits de l'homme, à l'Organisation mondiale du commerce, au Bureau pour la coordination des affaires humanitaires, à l'Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges, au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, au Bureau des technologies de l'information et des communications, au Tribunal spécial pour la Sierra Leone, au Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat et au secrétariat de la Stratégie internationale pour la prévention des catastrophes.

D. Cadres de budgétisation axés sur les résultats

Composante 1 : appui

Réalisation escomptée 1.1 : Efficience et efficacité accrues des opérations de maintien de la paix

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

1.1.1 Accroissement de la commodité d'emploi des stocks stratégiques pour déploiement rapide (2007/08 : 93 %; 2008/09 : 96 %; 2009/10 : 97 %)

Objectif atteint. La commodité d'emploi des stocks stratégiques pour déploiement rapide a été maintenue en moyenne à 97 %.

1.1.2 Réduction du délai moyen avant l'expédition des stocks stratégiques et des réserves de matériel de l'ONU par la Base, depuis l'établissement des demandes de livraison jusqu'à leur expédition (2009/10 : 18 jours)

Le délai moyen d'expédition a été ramené de 35 jours civils en 2008/09 à 28 jours civils en 2009/10, mais demeure supérieur à l'objectif fixé en raison du temps supplémentaire consacré au regroupement d'expéditions importantes, de l'hétérogénéité des commandes de matériel, de la nécessité d'obtenir les autorisations financières voulues des missions et du temps que prend la conclusion des contrats d'achat et de transport.

1.1.3 Disponibilité dans plus de 99 % des cas des services de télécommunications (voix, données et visioconférence) fournis aux opérations de maintien de la paix

Objectif atteint. Tous les services de commutation, de visioconférence et d'acheminement des données ont été disponibles dans 99,91 % des cas. La disponibilité des systèmes et des services est suivie continuellement par le Centre de contrôle du réseau.

1.1.4 Disponibilité dans 99 % des cas des dispositifs mondiaux de reprise après sinistre et de continuité des opérations touchant la messagerie électronique et l'infrastructure informatique offerts aux opérations de maintien de la paix

Objectif atteint. Tous les systèmes de messagerie et d'hébergement des données du Centre de données de la Base de soutien logistique ont été disponibles dans 99,1 % des cas. La disponibilité des systèmes et des services est suivie continuellement par le Centre de contrôle du réseau.

1.1.5 Déploiement d'une équipe du Système d'information géographique dans les missions nouvelles ou élargies dans les 30 jours qui suivent la décision du Conseil de sécurité (2007/08 : passé un délai de 30 jours; 2008/09 : dans les 30 jours; 2009/10 : dans les 30 jours)

Des équipes du Système d'information géographique ont été affectées auprès de la MANUA pour l'aider à mettre en place son groupe de l'information géographique, auprès de la MINUAD, pour l'aider à organiser une formation à l'extraction des données et une formation de base à l'utilisation du matériel géophysique et auprès de la MINUSTAH pour renforcer, pendant la phase des secours, son groupe de l'information géographique.

Pendant la période considérée, un appui a été fourni à la MINUAD dans le domaine de la production de données et de cartes, à la MINURSO pour la préparation des données destinées à la mise en place d'un système de télédétection des Nations Unies et à la MONUC pour la production de données et de cartes.

Il a été passé commande, en fin d'exercice, d'un géomodule pour déploiement rapide (Geo-RDM).

- 1.1.6 Gestion sans incident de toutes les opérations aériennes de la MONUG, de la FINUL, de la MINUK, de l'UNFICYP et de la MANUI et maintien d'un niveau égal ou inférieur à 2 sur l'échelle des indicateurs de la sécurité aérienne
- Objectif atteint. Les opérations aériennes de la MINUK ont pris fin en mai 2008. Les activités aériennes de la MONUG ont cessé en juin 2009 par suite de la dissolution de la Mission. Les opérations aériennes de la Base de soutien logistique, de la MANUI, de l'UNFICYP et de la FINUL ont été menées de façon sûre. Les indicateurs de la sécurité aérienne établis sur la base des évaluations trimestrielles de la sécurité sont demeurés égaux ou inférieurs à 2 pour toutes ces missions pendant la période considérée. Les opérations aériennes de la Mission des Nations Unies au Népal, supervisées par le programme de supervision de la sécurité aérienne du Bureau régional pour la sécurité et l'aviation en octobre 2009, ont également été menées de façon sûre.
- Pendant la période considérée, les opérations aériennes de la FINUL, de l'UNFICYP, de la MANUI et de la Base de soutien logistique n'ont donné lieu à aucun accident ni incident majeurs.
- 1.1.7 Stages de préparation au déploiement suivis avec succès par les membres du personnel civil qui ont été affectés à des missions et qui remplissent les conditions requises (2008/09 : 100 %; 2009/10 : 100 %)
- Objectif atteint. 370 membres du personnel civil qui remplissaient les conditions requises pour participer aux stages de préparation au déploiement ont suivi ces stages avec succès avant leur affectation. Tous les participants désignés ont suivi la formation.
- 1.1.8 Réduction du nombre d'incidents liés à la sécurité (2007/08 : 7; 2008/09 : 35; 2009/10 : 22)
- Il a été signalé 32 incidents liés à la sécurité (3 accidents du travail mineurs, 3 accidents mineurs de la circulation faisant intervenir des tiers et 26 autres accidents mineurs de la circulation et incidents).
- L'objectif fixé n'a pas été atteint en raison de l'intensification des activités à l'intérieur de la Base (projets de réfection et interventions accrues de fournisseurs et d'entrepreneurs) et du transport, à l'intérieur de la Base, d'agents (participants à des stages, membres du personnel temporaire et vacataires) de la Base elle-même et d'autres bureaux, institutions, fonds et programmes des Nations Unies (UNOPS, Entrepôt de fournitures humanitaires des Nations Unies, Centre international de calcul et Force de police permanente) et de personnes à leur charge.
- En outre, à la suite du renforcement de la Section de la sûreté et de la sécurité, le personnel s'est montré plus conscient des considérations liées à la sécurité et il a été signalé un plus grand nombre d'incidents et mené un plus grand nombre d'investigations.
- 1.1.9 Augmentation du nombre total d'accords de services communs passés avec des organismes des Nations Unies (2007/08 : 1; 2008/09 : 4; 2009/10 : 6)
- Objectif atteint. 4 accords de services communs dans le domaine des technologiques de l'information et des communications ont été signés avec le Bureau des technologies de l'information et des communications, l'UNRWA, le CCI et le Bureau pour la coordination des

| | |
|---|---|
| 1.1.10 Mise en service d'un centre provisoire d'informatique et de communications à Valence | <p>affaires humanitaires, et deux accords de services d'appui logistique ont été signés avec l'Entrepôt de fournitures humanitaires des Nations Unies administré par le PAM et le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires.</p> <p>Objectif atteint. Un centre provisoire d'informatique et de communications a été mis en service et est pleinement opérationnel.</p> |
| 1.1.11 Déploiement d'une équipe de la Force de police permanente dans les 7 jours qui suivent l'adoption d'une résolution par laquelle le Conseil de sécurité crée une composante de police dans une opération de maintien de la paix | <p>Objectif atteint. 14 agents de la Force de police permanente ont été affectés à la MINUSTAH le 19 janvier 2010 pour fournir un appui à la Mission après le tremblement de terre, conformément à la décision prise par le Conseil de sécurité le 18 janvier de porter à 3 711 agents les effectifs de la composante police de la MINUSTAH.</p> |

| <i>Produits prévus</i> | <i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i> | <i>Observations</i> |
|------------------------|--|---------------------|
|------------------------|--|---------------------|

Services de soutien logistique

| | | |
|--|-----|--|
| Réception, inspection, entretien, configuration et déploiement des stocks stratégiques pour déploiement rapide et des réserves des Nations Unies (dont des véhicules, des groupes électrogènes, des bâtiments préfabriqués et du matériel connexe, du matériel de communications et du matériel informatique, des pièces de rechange et des biens non réutilisables) | Oui | La Base de soutien logistique a reçu et inspecté des stocks stratégiques pour déploiement rapide représentant une valeur totale de 56,2 millions de dollars ainsi que du matériel de réserve des Nations Unies d'une valeur totale de 8,8 millions de dollars. La Base a également entretenu et configuré pour 96,9 millions de dollars de stocks stratégiques pour déploiement rapide et pour 23,7 millions de dollars en moyenne de réserves des Nations Unies, et déployé pour 37,2 millions de dollars de stocks stratégiques, dont 2,6 millions de dollars en transit en fin d'exercice, et pour 7,1 millions de dollars de réserves des Nations Unies. |
| Conseils à l'intention des organismes, fonds et programmes des Nations Unies afin de leur expliquer comment recourir aux supports et aux contrats du Département de l'appui aux missions et aux services logistiques fournis par la Base de Brindisi | Oui | Pendant l'exercice, la Base a fourni des conseils, comme suit : visite du Bureau d'appui aux achats du PNUD en juin 2010; poursuite de la coopération avec le Groupe de l'appui administratif et de l'appui aux missions du Bureau pour la coordination des affaires humanitaires concernant le soutien matériel et la fourniture de matériel de protection des bâtiments préfabriqués; poursuite de la coopération avec l'Entrepôt de fournitures humanitaires des Nations Unies administré par le PAM, notamment fourniture d'un appui dans les domaines des transports aériens et des services logistiques sur le terrain. |

180 contrats de transport de fret léger conclus au niveau local et 17 contrats de transport de fret lourd conclus au Siège pour l'acheminement du matériel prélevé sur les stocks stratégiques pour déploiement rapide et les réserves de matériel de l'ONU et du matériel en transit destinés aux opérations de paix

52 vols effectués pour les opérations de paix et les organismes, les fonds et les programmes des Nations Unies

Inventaire de tous les stocks stratégiques pour déploiement rapide, des réserves de matériel de l'ONU et des stocks de la Base de soutien logistique à l'échelle des missions

Organisation de stages de perfectionnement au volant en vue d'améliorer les compétences, la sûreté et la sécurité du personnel et des biens

Service des communications et de l'informatique

Entretien et exploitation d'un réseau de communications comportant 5 stations terriennes centrales, 18 centraux téléphoniques, 12 transpondeurs, 2 ponts de visioconférence et 19 routeurs haut de gamme, qui permettra les communications téléphoniques, par télécopie et par vidéo et la transmission de données dans les opérations de maintien de la paix et au Siège 24 heures sur 24

Fourniture de 53 lignes téléphoniques E1 intermissions, de 46 lignes téléphoniques commerciales (réseau numérique à intégration de services), de 132 liaisons intermissions par satellite, de 11 liaisons louées, de 2 liaisons E3 par Internet et de 17 liaisons de visioconférence

202 Contrats de transport de fret conclus par la Base; et

13 Contrats de transport conclus par le Siège de l'ONU pour l'expédition et le transbordement de stocks stratégiques pour déploiement rapide et de matériel de réserve des Nations Unies

40 Vols ont été assurés par la Base pour des opérations de paix et des institutions, fonds et programmes des Nations Unies. Le nombre de vols dépend des demandes reçues.

Oui Un contrôle annuel des inventaires a été réalisé pour tous les stocks d'articles non réutilisables de la Base, des stocks stratégiques pour déploiement rapide et des matériels de réserve des Nations Unies.

Oui Des campagnes de perfectionnement au volant ont été menées en novembre 2009 et juin 2010. Elles portaient sur des questions comme les excès de vitesse, l'alcool au volant et l'utilisation des ceintures de sécurité.

Le Certificat de formation au transport de marchandises dangereuses délivré conformément à l'Accord européen pour le transport international de marchandises dangereuses par la route a été renouvelé pour un conducteur.

Le Chef du service auto et le Chef de la sécurité ont suivi des cours de perfectionnement et des cours d'instructeurs de conduite pour apprendre à former les fonctionnaires à l'utilisation des véhicules et à organiser des tests de conduite.

Oui Il a été exploité et entretenu 7 stations terriennes de communications par satellite, dont 5 ont été pleinement opérationnelles dans 99,5 % des cas, 16 centraux téléphoniques, 12 transpondeurs, 2 ponts de visioconférence et 46 routeurs haut de gamme.

Oui Pendant l'exercice, il a été fourni 52 lignes téléphoniques E1 intermissions, 65 lignes téléphoniques commerciales (réseau numérique à intégration de services), 163 appareils de liaison par satellite, 19 liaisons louées, 2 liaisons E3 par Internet et 17 liaisons de visioconférence.

Entretien et exploitation des systèmes de communications de la Base, dont 22 autocommutateurs privés, 620 postes téléphoniques, 8 stations de radio de la base, 2 répéteurs, 10 radios mobiles, 95 combinés téléphoniques sans fil (norme DECT) et 100 téléphones Cisco

Entretien et exploitation d'un parc informatique comprenant 485 ordinateurs de bureau, 84 ordinateurs portables, 94 imprimantes, 3 traceurs, 28 serveurs, 32 expéditeurs numériques, 43 commutateurs, 2 routeurs, 2 pare-feu, 500 serveurs, 186 systèmes Cisco, 3 pare-feu Stone soft, 29 systèmes de stockage de données haut de gamme EMC et 10 périphériques de réseau de stockage EMC

Services d'hébergement, de maintenance et d'assistance à l'intention de toutes les opérations de maintien de la paix, portant sur 5 applications (gestion des avoirs, système d'achat), 51 000 comptes de messagerie Web, 19 sites Web et 336 répliqués de Lotus Notes

Stockage des données de production et de la base de données de courrier électronique en vue d'assurer la continuité des opérations et la reprise après sinistre (capacité de stockage de 360 téraoctets)

Site B (Valence)

Achèvement de la phase 1 de la création du site B, y compris de la construction du centre informatique et de l'infrastructure de communications par satellite

Services d'appui à la Base de soutien logistique des Nations Unies

Entretien de 52 modules préfabriqués en dur (42 684 m²), de 10 modules à parois souples (4 000 m²), de 60 conteneurs préfabriqués dans 8 bâtiments et de 415 500 m² de terrains non bâtis, dont 86 280 m² d'aires d'entreposage à ciel ouvert et 91 100 m² de routes et d'aires de stationnement dans le cadre de 31 contrats de services, dont

Oui Il a été exploité et entretenu 22 autocommutateurs privés, 653 postes téléphoniques, 8 stations de radio de la base, 4 répéteurs, 9 radios mobiles, 105 combinés téléphoniques sans fil (norme DECT) et 667 téléphones Cisco. Il a été utilisé un plus grand nombre de téléphones Cisco en raison du passage de l'ancien central téléphonique au système Cisco de gestion des appels ainsi que de la mise en service du système VoIP de communications par Internet.

Oui Il a été exploité et entretenu 632 ordinateurs de bureau, 149 ordinateurs portables, 64 imprimantes, 8 tracteurs, 62 serveurs d'appui, 41 expéditeurs numériques, 75 commutateurs, 2 routeurs d'appui et 121 routeurs pour le Département de l'appui aux missions, 2 pare-feu; 733 serveurs, dont 296 physiques, 430 virtuels et 7 appareils; 142 systèmes Cisco; 11 pare-feu Stone soft; 15 systèmes de stockage de données haut de gamme EMC; et 20 périphériques de réseau de stockage EMC.

Oui Il a été fourni 5 services centraux d'hébergement (gestion des avoirs, système d'achat), 52 586 comptes de messagerie Web, 19 sites Web et 1 460 répliqués de Lotus Notes.
Il a été signalé et résolu pendant la période considérée 8 071 incidents.

515 Téraoctets de stockage de données ont été assurés. L'augmentation de la capacité a été imputable à l'intensification des activités opérationnelles des missions.

Non Les fondations des systèmes de satellite et l'installation de 5 systèmes ont été achevées. La construction du bâtiment du centre de données se poursuivait en fin d'exercice.

Oui Il a été entretenu 52 modules préfabriqués en dur, 10 modules à parois souples, 60 conteneurs préfabriqués dans 8 bâtiments et 415 500 m² de terrains non bâtis, dont 86 280 m² d'aires d'entreposage à ciel ouvert et 91 100 m² de routes et d'aires de stationnement dans le cadre de 31 contrats de services, dont 11 contrats

11 contrats relatifs à l'entretien des bâtiments, 7 contrats d'entretien des surfaces extérieures, 9 contrats-cadres et 4 contrats de services collectifs

Prestation de services de sécurité 24 heures sur 24, dans le périmètre de la Base, notamment grâce à un dispositif de surveillance vidéo des locaux et installations

Mise au point du plan de sécurité de la Base, conforme aux exigences du Département de la sûreté et de la sécurité

Unités hébergées

Bureau régional de la sécurité aérienne

5 mises à jour de programmes de prévention des accidents aériens (BSLB, MONUG, MANUI, UNFICYP, FINUL)

4 mises à jour des plans d'intervention d'urgence (BSLB, MONUG, UNFICYP, FINUL)

12 missions d'aide à la sécurité aérienne : MONUG (3), UNFICYP (3), FINUL (3) et MANUI (3)

12 réunions du Conseil de la sécurité aérienne : MONUG (3), UNFICYP (3), FINUL (3), et BSLB (3)

relatifs à l'entretien des bâtiments, 7 contrats d'entretien des surfaces extérieures, 9 contrats-cadres et 4 contrats de services collectifs.

Non Les effectifs n'ont pas été suffisants pour fournir des services de sécurité 24 heures sur 24. Les services de sécurité n'ont été fournis que de 7 h 30 à 20 heures du lundi au vendredi, un service en cas de besoin étant prévu après les heures de travail ainsi que pendant les jours fériés et les fins de semaine.

Oui Le plan de sécurité de la Base a été achevé et était, en fin d'exercice, examiné par le fonctionnaire désigné par l'ONU pour les questions de sécurité dans le pays.

5 Programmes de prévention des accidents aériens ont été mis à jour pour la FINUL en juillet 2009, pour l'UNFICYP en octobre 2009, pour la BSLB en novembre 2009, pour la Mission des Nations Unies au Népal en décembre 2009 et pour la MANUI en mars 2010

4 Plans d'intervention d'urgence ont été mis à jour pour la FINUL en septembre 2009, pour la BSLB en novembre 2009, pour l'UNFICYP en novembre 2009 et pour la MANUI en mars 2010.

10 Missions d'aide à la sécurité aérienne ont été réalisées, comme suit : 3 missions à la FINUL en septembre 2009, février et mai 2010; 3 missions à l'UNFICYP en octobre 2009, février et avril 2010; 2 missions à la MANUI en mars et mai 2010; et 2 visites à la Mission des Nations Unies au Népal en novembre 2009 et mars 2010

Il n'a pas été réalisé de missions à la MONUG, celle-ci ayant été dissoute en juin 2009.

11 Réunions de sécurité aérienne ont été organisées pendant l'exercice, comme suit : 3 réunions pour la FINUL en septembre 2009 et février et mai 2010; 3 réunions pour l'UNFICYP en octobre 2009 et en février et avril 2010; 3 réunions pour la BSLB en octobre 2009 et en janvier et mai 2010;

Et 2 visites à la Mission des Nations Unies au Népal en novembre 2009 et mars 2010

| | |
|---|--|
| 16 rapports sur l'évaluation des risques concernant les opérations aériennes des missions | Il n'a pas été réalisé de réunions pour la MONUG, celle-ci ayant été dissoute en juin 2009. |
| 12 bulletins de sensibilisation à la sécurité aérienne distribués à la MONUG, l'UNFICYP, la FINUL, la MINUK et la MANUI | 17 Rapports sur l'évaluation des risques concernant les opérations aériennes des missions ont été établis pendant la période considérée, comme suit : 4 rapports pour la BSLB, 4 rapports pour la FINUL, 4 rapports pour l'UNFICYP, 2 rapports pour la MANUI et 3 rapports pour la Mission des Nations Unies au Népal |
| 2 visites d'inspection auprès des transporteurs aériens basés dans la région | Il n'a pas été établi de rapports sur l'évaluation des risques pour la MONUG, la Mission ayant été dissoute en juin 2009. |
| 6 missions d'évaluation des appareils affrétés pour de courtes périodes : MINUK : (2), FINUL : (2), UNFICYP : (2) | 12 Numéros du bulletin mensuel de sensibilisation à la sécurité aérienne ont été affichés sur la page Web de la BSLB et des liens ont été envoyés aux missions. |
| <i>Centre d'opérations aériennes stratégiques</i> | Non La BSLB n'a pas été chargée de réaliser des visites d'inspection auprès des transporteurs aériens basés dans la région. |
| Gestion, contrôle et surveillance de l'appui aérien stratégique fourni aux missions de maintien de la paix | 1 Évaluation des appareils affrétés pour de courtes périodes a été réalisée pour le compte de la BSLB en janvier 2010 |
| Mise en place d'un système mondial de localisation des appareils utilisés par les missions des Nations Unies | Il n'y a pas lieu de procéder à des évaluations pour la MINUK, la FINUL et l'UNFICYP, les vols des contingents n'ayant pas été assurés au moyen d'appareils affrétés par l'ONU. |
| Gestion, contrôle et surveillance de l'appui aérien stratégique fourni aux missions de maintien de la paix | 977 Vols ont été suivis et appuyés. Pour élargir les services d'assistance fournis pour les vols stratégiques, les membres du personnel international ont constitué un tour de service du Centre d'opérations aériennes stratégiques disponible 24 heures sur 24 |
| Mise en place d'un système mondial de localisation des appareils utilisés par les missions des Nations Unies | Non Un tel système a été mis en place en partie grâce à l'utilisation du système de localisation de la MONUC. L'exécution d'un contrat de fourniture de services de localisation a été retardée en raison des délais survenus dans l'obtention de l'autorisation appropriée. Le système de suivi des opérations et les procédures internes ont été conçus de manière à assurer une réalisation méthodique des opérations et une visibilité en temps réel. Il a été créé au Centre d'opérations aériennes stratégiques une salle d'opérations équipée du matériel et des logiciels nécessaires. |

Mise en place d'un système de contrôle du carburant

Oui La consommation de carburant par les missions a été surveillée pendant tout l'exercice. Le Centre d'opérations aériennes stratégiques a, après les vols, analysé la consommation de carburant pour tous les vols stratégiques signalés par les missions dans leurs rapports mensuels (e-MAR). Telle a été la méthode suivie à titre provisoire en attendant l'acquisition et la mise en service du Système de gestion des transports aériens.

Conseils météorologiques et en matière d'aéronautique à l'intention des différentes missions du Département des opérations de maintien de la paix, au moyen de la publication de rapports individuels sur tous les vols

Oui Ce service est devenu pleinement opérationnel en octobre 2009. Il a été publié pendant l'exercice 316 rapports.

Évaluation de la notion de gestion intégrée de la flotte à l'échelle mondiale afin de répondre aux besoins des opérations de maintien de la paix dans le monde

Oui Le Centre d'opérations aériennes stratégiques a fourni des services d'évaluation et d'analyse pour 316 opérations. Le concept de gestion intégrée de la flotte à l'échelle mondiale a été appliqué en centralisant la régulation de tous les vols stratégiques, y compris tous les vols du Secrétaire général, du Conseil de sécurité et d'autres personnalités. Le Centre d'opérations aériennes stratégiques a analysé et organisé l'affectation des appareils en coordination avec les missions de maintien de la paix. Afin d'évaluer les critères appliqués et de fournir un appui continu aux opérations aériennes partout dans le monde, le Centre a traité toutes les demandes de vols stratégiques et de vols non locaux et recommandé les formules les plus efficaces et les plus économiques pour la sélection des appareils. Le système de gestion intégrée de la flotte à l'échelle mondiale ayant été mis en place, le service est devenu pleinement opérationnel en octobre 2009.

Service intégré de formation

Organisation de 4 stages de formation aux instructions permanentes pour les opérations de maintien de la paix

Non 5 administrateurs du Service intégré de formation ont été réaffectés à New York, de sorte que ce résultat n'a pu être atteint.

Suivi de la formation technique, des directives et de l'aide à toutes les missions politiques spéciales et de maintien de la paix auxquelles le Département de l'appui aux missions apporte son concours

Non 5 administrateurs du Service intégré de formation ont été réaffectés à New York, de sorte que ce résultat n'a pu être atteint.

Organisation de 25 stages de préparation au déploiement à l'intention de 900 membres du personnel civil nouvellement recruté sur le plan international

370 Membres du personnel civil nouvellement recruté ont suivi les stages de préparation au déploiement. Les écarts considérables constatés entre les chiffres prévus et les chiffres effectifs

Centre de gestion du Système d'information géographique

Évaluation du terrain et des ressources en eaux souterraines pour le compte de la MINUAD, la Mission des Nations Unies en Afrique centrafricaine et au Tchad (MINURCAT) et d'autres opérations, si besoin est

Cartes topographiques et bases de données géographiques produites pour la MINUAD, dont 80 cartes au 1/50 000

Compilation de données mondiales de géovisualisation, notamment au moyen des bases de données géolocalisées des Nations Unies, du système United Nations Earth, de la banque d'images et du catalogue des Nations Unies, pour toutes les opérations sur le terrain

Gestion d'un dépôt de données géospatiales des Nations Unies qui comprend un système de sauvegarde et de copie des données ainsi que le système United Nations Earth et la banque d'images des Nations Unies

Organisation de 4 cours de formation au Système d'information géographique à l'intention du personnel des missions de maintien de la paix

de 2009/10 sont dus à la réduction considérable du recrutement pendant l'exercice. Tous les participants désignés ont suivi la formation.

Oui Des évaluations du terrain et des ressources en eaux souterraines ont été réalisées pour le compte de la MINUAD. En outre, 2 fonctionnaires du Centre ont été affectés à la MINUAD pour former la Section du SIG et le Groupe de l'eau à la réalisation de ce type d'évaluation.

Du fait des compressions d'effectif, aucun travail n'a été réalisé pour la MINURCAT.

Une étude préliminaire en vue d'un projet d'évaluation des ressources en eau a été réalisée pour la MINURSO.

64 Cartes topographiques au 1/50 000 ont été produites pour la MINUAD. L'écart par rapport au chiffre prévu est dû principalement à des retards administratifs

Oui Au 30 juin 2010, 90 % de toutes les images acquises par le programme SIG du Siège avaient été intégrées au système United Nations Earth.

Les efforts de catalogage ont commencé, avec un taux d'achèvement de 15 % en 2009/10, et se poursuivront pendant tout l'exercice 2010/11.

Oui Les processus de copie des bases de données géolocalisées à petite échelle ont commencé entre le Siège et la Base. Ils ont également commencé entre la Base et la MINUAD en vue de l'établissement d'une base de données géolocalisées à grande échelle.

La fonction de sauvegarde de ces séries de données est assurée par la Base. L'on a commencé à élaborer les procédures opérationnelles permanentes concernant la copie des données du système United Nations Earth.

3 Programmes de formation à la télédétection ont été organisés en janvier 2010 à l'intention de 12 stagiaires de 9 lieux d'affectation

1 Programme de formation à l'administration du système SIG a été organisé en mai 2010 à l'intention de 13 stagiaires de 9 lieux d'affectation

Conseils et aide techniques portant sur le Système d'information géographique fournis aux missions de maintien de la paix dans le cadre de visites et d'une assistance téléphonique ou en ligne

Centre des normes et études techniques

Élaboration de 10 plans types aux fins de la normalisation des camps

Élaboration de 8 cahiers des charges répondant aux besoins des missions en matière de génie civil et de construction

Gestion d'une base de données techniques et d'une bibliothèque accessibles en ligne par toutes les missions

1 Programme d'orientation concernant le SIG a été organisé à l'intention de 3 nouveaux fonctionnaires des missions

Oui 2 visites ont été réalisées à la MINUAD pour appuyer la production de cartes topographiques, 2 à la MINUSTAH pour renforcer temporairement le groupe chargé du SIG et 1 à la MANUA pour mettre en route le groupe du SIG.

Le Centre a, par téléconférence et par manipulations informatiques à distance, fourni un appui direct aux équipes du Centre affectées auprès de la MANUA, de la MINUSTAH et du Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie.

10 Plans types ont été élaborés, notamment pour le siège de la Mission, le quartier général de la police, le quartier général de la Force, la base d'appui logistique et les camps pour militaires et unités de police constituées pour des effectifs de 100, 200, 300, 500, 800 et 1 000 hommes.

Ces plans types ont été perfectionnés et développés à la lumière des besoins des missions sur le terrain, l'accent étant mis en particulier sur la phase de démarrage. Les plans types de base normalisés comportant toutes les données pertinentes sont pleinement fonctionnels; de nouveaux liens et de nouvelles données seront incorporés aux plans types de la prochaine génération.

8 Cahiers des charges ont été élaborés.

L'avant-projet de cahier des charges directeur pour l'« externalisation de la construction de bâtiments préfabriqués et d'infrastructure connexe » a été achevé.

L'avant-projet de cahier des charges pour l'« externalisation des services techniques en vue de réduire le recrutement de vacataires et de travailleurs occasionnels à la journée » a été achevé.

Oui La base de données techniques SharePoint a été améliorée. Elle a été testée avec succès et la page Web a été mise au point. De nouvelles données ont été incorporées à SharePoint et les ajustements à apporter à la structure des fichiers ont été achevés. L'on a avancé dans

l'établissement et la gestion d'un nouveau système de bibliothèque accessible en ligne par le biais du système SharePoint. La nouvelle base de données contient maintenant 19 gigaoctets d'informations.

Les ingénieurs de la MONUC, de la Plate-forme logistique de Entebbe, de la FINUL, du BINUCSIL, de la MINUL, de la MINUSTAH, du Siège de l'ONU, de la FNUOD, du BINUB, de l'UNFICYP, de l'UNMOGIP, de l'ONUST, de la MINUK et de la MINURCAT ont été reliés au système. Le Centre des normes et études techniques prévoit, pendant l'exercice à venir, d'y raccorder 8 autres missions, à savoir la MINURSO, la Mission des Nations Unies au Népal, la MINUS, la MINUT, la MANUA, la MANUI, la MINUAD et l'ONUCI.

La première série de normes a été réunie et, en fin d'exercice, était intégrée à la base de données SharePoint en tant que section supplémentaire de la bibliothèque accessible par toutes les missions.

2 visites sur le terrain pour évaluer les besoins en matière de génie

- 3 Visites sur le terrain ont été réalisées au Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie, à la MINUSTAH et à la MONUC pour appuyer différentes activités de génie civil et de projets spéciaux et pour faciliter le travail des ingénieurs des missions en mettant à leur disposition des produits élaborés par le Centre des normes et études techniques. Ces projets concernaient le Siège de la Mission et quartier général de la Force à Mogadiscio, le quartier général de la Mission à Nairobi, la Base de services d'appui de Mombasa et tous les camps militaires du Bureau d'appui de l'ONU à Mogadiscio; les normes opérationnelles devant être suivies par la MINUSTAH à la suite du séisme; et le nouveau siège intégré de la MONUC à Kinshasa.

En ce qui concerne la MONUC, le Centre des normes et études techniques a fait partie du groupe de travail chargé de concevoir la réinstallation d'environ 1 500 agents et les installations d'appui et aires de stationnement connexes.

Conseils à 6 missions concernant les études techniques, fournis au moyen d'une base de données techniques, d'un espace de travail partagé, d'un accès en ligne à la communauté Groove et de visites sur le terrain, si nécessaire

7 Missions ont reçu un appui direct, comme suit :

La MINURCAT, en ce qui concerne la conception du détachement intégré de sécurité, des postes de police et de plusieurs camps dans différentes localités du Tchad

Le Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie, en ce qui concerne la conception d'ensemble du siège de la Mission et quartier général de la force à Mogadiscio, du siège de la Mission à Nairobi, de la Base de services d'appui à Mombasa et des camps militaires à Mogadiscio

La MINUSTAH, en ce qui concerne 3 plans types complets pour 1 camp à format souple pour 200 personnes, 1 camp à parois en dur pour 300 hommes et 1 camp préfabriqué pour 155 hommes

La FINUL, en ce qui concerne un plan type complet pour un camp pour 30 hommes et d'aménagement d'un système de gestion des eaux usées et des déchets

La MINUL, en ce qui concerne des plans types pour fosses septiques et installations de groupes électrogènes

La MONUC, en ce qui concerne le projet de siège intégré de la Mission à Kinshasa, et

L'UNMOGIP, en ce qui concerne la conception et les spécifications techniques des voies d'accès des véhicules, des miradors d'observation et les salles d'archives conteneurisées.

Plusieurs missions sont raccordées au système Groove et à la Base de données techniques SharePoint et ont utilisé les produits et les données du Centre pour leurs planifications et leurs activités.

Force de police permanente

Création et renforcement des composantes de police dans 2 missions nouvelles ou élargies, de taille moyenne

Élaboration de 3 documents d'orientation et de directives à l'intention de la Police nationale et d'autres organismes chargés de l'ordre public portant sur la gestion, l'administration, les procédures opérationnelles et la réforme de la police

Oui Un appui a été apporté à la création du BANUGBIS de janvier à mai 2010 et un appui pour le renforcement de la MINUSTAH de janvier à avril 2010.

8 Documents d'orientation et directives ont été élaborés :

Directives concernant le contrôle des détentions par les composantes de police des Nations Unies, pour la MINUSTAH et le BANUGBIS; Manuel

| | |
|---|---|
| <p>Aide à la composante de police dans 5 opérations de maintien de la paix pendant 3 mois pour des activités telles que la réforme, les conseils et la formation, ainsi que des activités relatives aux questions pénitentiaires en vue du renforcement des capacités d'application de la législation nationale</p> | <p>d'orientation pour les membres du personnel correctionnel des Nations Unies, pour la MINUSTAH; concept des opérations de la composante de police pour la MINUSTAH et le BANUGBIS; modules de formation de la police somalienne pour le Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie; document conceptuel concernant la conception et l'établissement d'un poste de police modèle pour le BANUGBIS; directives concernant la réforme de la police et des autres institutions chargées de l'application des lois pour le BANUGBIS; document conceptuel pour l'établissement d'un groupe d'appui aux personnes vulnérables au sein du poste de police modèle pour le BANUGBIS; et modalités de création d'un service de lutte contre la criminalité transnationale au Libéria, pour l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest.</p> |
| <p><i>Groupe de l'appui technique aux transports de surface</i></p> | <p>Oui Une assistance a été fournie au Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie; à l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest par le biais des bureaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) à Dakar, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Libéria; à la MINUSTAH; au BANUGBIS; au Bureau du PNUD au Mozambique concernant la formation de la police en matière d'appui électoral; et à la MONUC concernant l'appui à la formation des bataillons.</p> |
| <p>Fourniture de solutions en matière d'appui technique dans le domaine des transports, ainsi que des recommandations relatives à des mesures correctives en temps réel à toutes les missions du Département des opérations de maintien de la paix et du Département des affaires politiques</p> | <p>Non Ce produit devait être obtenu par le Groupe de l'appui technique aux transports de surface dont la création avait été proposée dans le budget pour 2009/10 mais n'a pas été approuvée.</p> |
| <p>Examen et catégorisation de 220 descriptions d'articles génériques et codification de plus de 24 000 articles durables de la Section du transport de surface</p> | <p>Non Ce produit devait être obtenu par le Groupe de l'appui technique aux transports de surface dont la création avait été proposée dans le budget pour 2009/10 mais n'a pas été approuvée.</p> |
| <p>Suivi des problèmes couverts par la garantie fournie par les fabricants, et suivi du rappel des produits au titre de 45 contrats-cadres conclus avec différents fournisseurs</p> | <p>Non Ce produit devait être obtenu par le Groupe de l'appui technique aux transports de surface dont la création avait été proposée dans le budget pour 2009/10 mais n'a pas été approuvée.</p> |

Groupe de vérification des références

Vérification des références de 1 500 candidats internes et externes à des postes dans les opérations de paix dans les langues suivantes : anglais, arabe, espagnol, français et russe

1 263 Vérifications ont été entreprises.

1 297 Vérifications ont été réalisées.

Le nombre de vérifications réalisées peut être supérieur à celui des vérifications entreprises, les vérifications chevauchant fréquemment 2 exercices.

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice allant du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010.)

| Catégorie | Montant alloué (1) | Dépenses (2) | Écarts | |
|--|-----------------------|-----------------|----------------------------|--------------------------------|
| | | | Montant (3) = (1) - (2) | Pourcentage (4) = (3) ÷ (1) |
| Militaires et personnel de police | | | | |
| Observateurs militaires | – | – | – | – |
| Contingents militaires | – | – | – | – |
| Police des Nations Unies | – | – | – | – |
| Unités de police constituées | – | – | – | – |
| Total partiel | – | – | – | – |
| Personnel civil | | | | |
| Personnel recruté sur le plan international | 9 888,3 | 11 124,9 | (1 236,6) | (12,5) |
| Personnel recruté sur le plan national | 13 917,1 | 14 318,8 | (401,7) | (2,9) |
| Volontaires des Nations Unies | – | – | – | – |
| Personnel temporaire (autre que pour les réunions) | 2 463,3 | 2 439,4 | 23,9 | 1,0 |
| Total partiel | 26 268,7 | 27 883,1 | (1 614,4) | (6,1) |
| Dépenses opérationnelles | | | | |
| Personnel fourni par des gouvernements | – | – | – | – |
| Observateurs électoraux civils | – | – | – | – |
| Consultants | 664,6 | 366,7 | 297,9 | 44,8 |
| Voyages | 1 080,3 | 829,2 | 251,1 | 23,2 |
| Installations et infrastructures | 10 788,2 | 10 696,1 | 92,1 | 0,9 |
| Transports terrestres | 908,2 | 708,8 | 199,4 | 22,0 |
| Transports aériens | – | – | – | – |
| Transports maritimes ou fluviaux | – | – | – | – |
| Transmissions | 6 709,9 | 6 455,2 | 254,7 | 3,8 |
| Informatique | 7 777,9 | 7 541,1 | 236,8 | 3,0 |
| Services médicaux | 398,5 | 317,7 | 80,8 | 20,3 |

| Catégorie | Montant alloué (1) | Dépenses (2) | Écarts | |
|---|-----------------------|-----------------|----------------------------|--------------------------------|
| | | | Montant (3) = (1) - (2) | Pourcentage (4) = (3) ÷ (1) |
| Matériel spécial | - | - | - | - |
| Fournitures, services et matériel divers | 3 357,8 | 3 133,3 | 224,5 | 6,7 |
| Projets à effet rapide | - | - | - | - |
| Total partiel | 31 685,4 | 30 048,1 | 1 637,3 | 5,2 |
| Total brut | 57 954,1 | 57 931,2 | 22,9 | 0,0 |
| Recettes provenant des contributions du personnel | 3 808,6 | 4 366,9 | (558,3) | (14,7) |
| Total net | 54 145,5 | 53 564,3 | 581,2 | 1,1 |
| Contributions volontaires en nature (budgétisées) | - | - | - | - |
| Total | 57 954,1 | 57 931,2 | 22,9 | 0,0 |

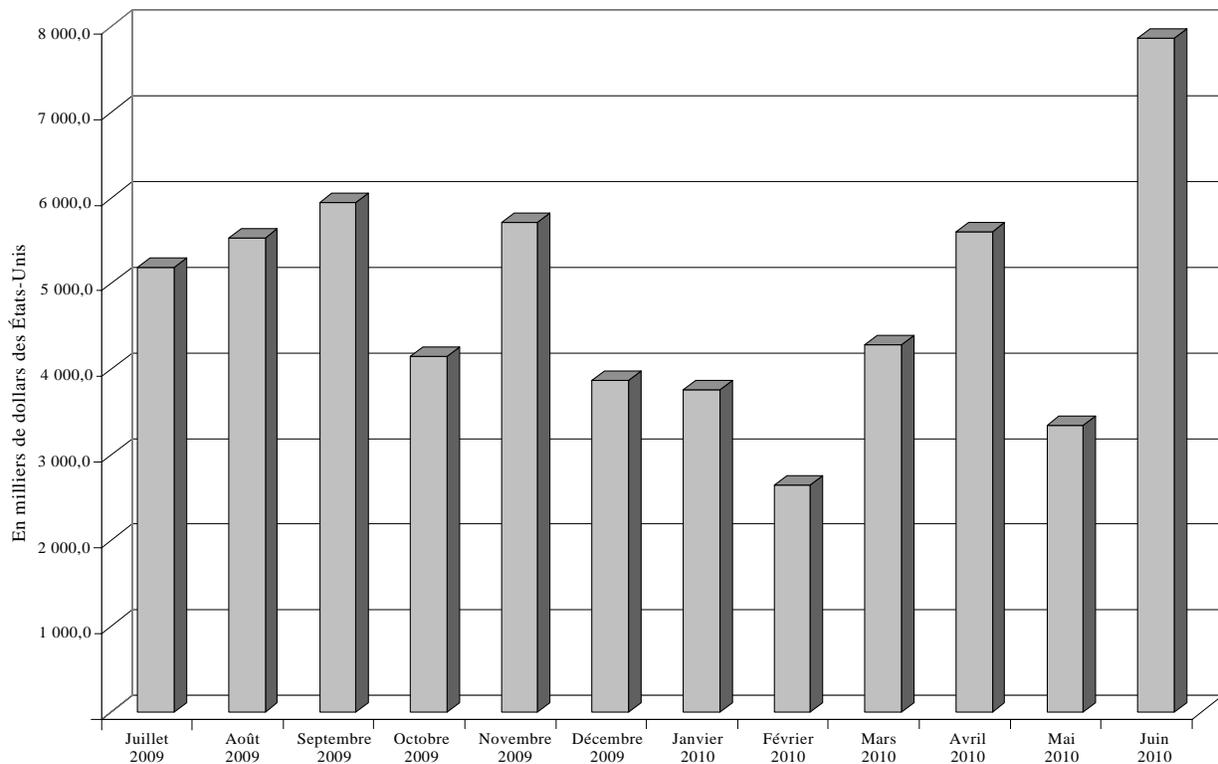
B. Informations sommaires concernant les virements entre chapitres

(En milliers de dollars des États-Unis.)

| Chapitre | Crédits ouverts | | |
|--|---------------------|-----------|--------------------|
| | Allocation initiale | Virement | Allocation révisée |
| I. Militaires et personnel de police | - | - | - |
| II. Personnel civil | 26 268,7 | 1 622,0 | 27 890,7 |
| III. Dépenses opérationnelles | 31 685,4 | (1 622,0) | 30 063,4 |
| Total | 57 954,1 | - | 57 954,1 |
| Pourcentage des virements par rapport au total des crédits ouverts | | | 2,8 % |

17. Il a été décidé pendant l'exercice de virer des crédits de la rubrique des dépenses opérationnelles à celle du personnel civil afin de faire face à la hausse des dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan international et recruté sur le plan national résultant de l'augmentation des taux de salaires nationaux et des taux de vacance effectifs inférieurs aux taux prévus dans le cas du personnel recruté sur le plan aussi bien international que national.

C. Répartition mensuelle des dépenses



18. Le niveau élevé des dépenses enregistré en début d'exercice a été imputable principalement à l'engagement des crédits nécessaires pour financer des dépenses renouvelables et honorer d'autres marchés conclus au titre de l'exercice 2009/10. En novembre 2009, les dépenses ont été élevées par suite de la nécessité d'engager des ressources supplémentaires en vue de régler certains achats effectués en début d'exercice, et couvrir les engagements correspondant au versement de l'indemnité d'installation due aux fonctionnaires nouvellement recrutés sur le plan international. En avril, les dépenses ont augmenté en raison de l'augmentation des barèmes de salaires nationaux, qui ont été relevés avec effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2009 et à nouveau à compter du 1^{er} janvier 2010. En juin 2010, l'augmentation des dépenses s'explique par le règlement des biens et des services livrés et fournis à la Base de soutien logistique une fois le processus d'achat achevé.

D. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis.)

| <i>Catégorie</i> | <i>Montant</i> |
|---|----------------|
| Intérêts créditeurs | 2 037,2 |
| Recettes diverses ou accessoires | 289,7 |
| Annulation d'engagements d'exercices antérieurs | 209,4 |
| Total | 2 536,3 |

E. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis.)

| <i>Catégorie</i> | <i>Valeur</i> |
|---|---------------|
| Mémorandum d'accord ^a | 2 366,3 |
| Contributions volontaires en nature (non budgétisées) | – |
| Total | – |

^a Compte tenu de la valeur des bâtiments à usage de bureaux et des ateliers et entrepôts mis à la disposition de la Base par le Gouvernement italien (2 348 700 dollars) et des terrains fournis par le Gouvernement espagnol (17 633 dollars).

IV. Analyse des écarts*

| | <i>Écart</i> | |
|--|--------------|----------|
| Personnel recruté sur le plan international | (1 236,6) | (12,5 %) |

19. L'augmentation des dépenses a été imputable principalement à un taux effectif de vacance de postes d'environ 12 % alors que le taux prévu au budget était de 15 %.

| | <i>Écart</i> | |
|---|--------------|---------|
| Personnel recruté sur le plan national | (401,7) | (2,9 %) |

20. Le dépassement de crédits s'explique principalement par l'augmentation des barèmes de salaires nationaux, qui ont été relevés d'environ 3 % avec effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2009 et d'environ 4 % à compter du 1^{er} janvier 2010. Il s'explique également par un taux effectif de vacance de postes d'environ 7 %, alors que le taux initialement prévu au budget était de 10 %.

* Les écarts sont exprimés en milliers de dollars des États-Unis. Ne font l'objet d'une analyse que les écarts de plus ou moins 5 % ou 100 000 dollars.

| | <i>Écart</i> | |
|--------------------|--------------|--------|
| Consultants | 297,9 | 44,8 % |

21. L'économie est due principalement à l'annulation d'un certain nombre de projets de services de consultants des services des communications et de l'informatique à la suite d'une révision des priorités, les ressources disponibles sont utilisées plutôt pour faire face à la hausse des dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan national et sur le plan international ainsi qu'à la réduction des coûts de certification afférents à la conception des projets et aux programmes de formation.

| | <i>Écart</i> | |
|----------------|--------------|--------|
| Voyages | 251,1 | 23,2 % |

22. Cette économie est imputable essentiellement à la réduction des voyages du personnel résultant de la réaffectation de la Base au siège du personnel du Service intégré de formation ainsi qu'à l'annulation de certaines visites de contrôle des transporteurs, des voyages d'évaluation des transporteurs et des inspections d'aéronefs.

| | <i>Écart</i> | |
|------------------------------|--------------|--------|
| Transports terrestres | 199,4 | 22,0 % |

23. Les dépenses ont été inférieures au chiffre prévu par suite, principalement de la diminution du coût des pièces détachées, y compris plaques d'immatriculation et accessoires, des véhicules des stocks stratégiques pour déploiement rapide, moins de véhicules ayant été expédiés aux missions sur le terrain. Les autres facteurs qui ont contribué à cette réduction des dépenses ont été la diminution des primes d'assurance due au titre de la nouvelle police d'assurance des véhicules et le fait que le prix effectif moyen du carburant a été de 0,67 dollar le litre, alors que le montant prévu au budget était de 1,25 dollar le litre. Cette économie a été compensée en partie par une augmentation des coûts de maintenance des véhicules, le nombre de véhicules en stock ayant augmenté par suite de la diminution du nombre de véhicules livrés aux missions.

| | <i>Écart</i> | |
|----------------------|--------------|-------|
| Transmissions | 254,7 | 3,8 % |

24. L'économie est imputable principalement à la diminution des indemnités versées au personnel des entreprises de transmission, le taux de l'indemnité journalière de subsistance à Brindisi ayant été ramenée de 190 euros, montant initialement prévu, à 132 euros en octobre 2009, ainsi qu'à la diminution de la proportion des dépenses représentées par le coût des transpondeurs.

| | <i>Écart</i> | |
|---------------------|--------------|-------|
| Informatique | 236,8 | 3,0 % |

25. L'économie est imputable principalement à la diminution des indemnités versées au personnel des services informatiques, le taux de l'indemnité journalière de subsistance à Brindisi ayant été ramenée de 190 euros, montant initialement prévu, à 132 euros en octobre 2009, ainsi qu'à la diminution des dépenses de maintenance du matériel résultant de la baisse des prix des pièces détachées et du fait que la durée de garantie du matériel a été portée à 75 % de sa durée de vie utile. Cette économie a été compensée en partie par la hausse du coût d'achat du matériel supplémentaire de sauvegarde et de stockage nécessaire pour garantir les caractéristiques de fonctionnement, de disponibilité, d'adaptabilité et de performance requise pour améliorer la connectivité.

| | <i>Écart</i> | |
|--------------------------|--------------|--------|
| Services médicaux | 80,8 | 20,3 % |

26. L'écart s'explique principalement par la réduction des dépenses afférentes aux médicaments et au matériel médical consommable résultant du retard intervenu dans le processus d'appel d'offres pour l'attribution d'un nouveau contrat.

| | <i>Écart</i> | |
|--|--------------|-------|
| Fournitures, services et matériels divers | 224,5 | 6,7 % |

27. L'écart s'explique principalement par le report de plusieurs services divers découlant de la nécessité d'utiliser les ressources disponibles en priorité pour couvrir l'augmentation des dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan international et sur le plan national ainsi que par la diminution des services de transport de fret requis. Il s'explique également par la diminution des dépenses afférentes aux fournitures et aux services destinés aux programmes de formation organisés par le Service intégré de formation, dont le nombre a diminué, à la baisse des dépenses effectives de la formation organisée par le Bureau régional de la sécurité de l'aviation et par le fait que le Système d'information géographique a pu être certifié gratuitement en ligne. Cette économie a été compensée en partie par les pertes de change enregistrées pendant l'exercice.

V. Exécution du budget : stocks stratégiques pour déploiement rapide

Ressources financières

28. Le montant total du financement alloué aux stocks stratégiques pour déploiement rapide pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 a représenté 107,3 millions de dollars, dont un montant de 70,2 millions de dollars reporté de l'exercice antérieur et un montant de 37,2 millions de dollars correspondant à la valeur de remplacement des stocks stratégiques pour déploiement rapide livrés à des missions de maintien de la paix et missions politiques spéciales. Un montant de 41,1 millions de dollars a été affecté au solde des fonds

pour 2010/11. L'état des fonds et des opérations découlant de la reconstitution des stocks stratégiques pour déploiement rapide sont présentés dans les tableaux ci-dessous.

Coût de la reconstitution des stocks stratégiques pour déploiement rapide livrés aux missions^a

(En milliers de dollars des États-Unis. Exercice allant du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010.)

| <i>Opération bénéficiaire</i> | <i>Montant</i> |
|---|-----------------|
| Opérations de maintien de la paix | |
| Mission de stabilisation des Nations Unies en Haïti | 30 527,4 |
| Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad | 1 831,6 |
| Bureau d'appui des Nations Unies pour la Mission de l'Union africaine en Somalie | 1 178,8 |
| Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour | 639,7 |
| Mission des Nations Unies au Soudan | 602,9 |
| Force intérimaire des Nations Unies au Liban | 259,1 |
| Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo | 168,7 |
| Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste | 39,4 |
| Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo | 9,7 |
| Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre | 4,9 |
| Mission des Nations Unies au Libéria | 3,4 |
| Total partiel | 35 265,6 |
| Missions politiques spéciales, missions de consolidation de la paix et autres bénéficiaires | |
| Bureau des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine/Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine | 694,0 |
| Bureau des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau | 533,4 |
| Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan | 450,2 |
| Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie | 69,1 |
| Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Inde et au Pakistan | 31,5 |
| Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (au Pakistan) | 136,6 |
| Total partiel | 1 914,8 |
| Coût total de la reconstitution des stocks livrés aux missions au cours de l'exercice | 37 180,4 |

^a Valeurs de remplacement.

Mouvements de stocks stratégiques pour déploiement rapide et catégories de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis. Exercice allant du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010.)

| <i>Mouvement</i> | <i>Montant</i> |
|---|------------------|
| Report du solde des fonds pour l'exercice 2008/09 | 70 157,3 |
| Coût de la reconstitution des stocks livrés aux missions au cours de l'exercice 2009/10 | 37 180,4 |
| Valeur totale | 107 337,7 |
| Report du solde des fonds pour l'exercice 2010/11 | (41 056,2) |
| Annulation d'engagements d'exercices antérieurs | 405,5 |
| Recettes accessoires | 5,6 |
| Dépenses totales de l'exercice | 66 692,6 |
| Catégories de dépenses | |
| Installations et infrastructures | 37 669,9 |
| Transports terrestres | 18 608,0 |
| Transmissions | 5 301,6 |
| Informatique | 1 330,0 |
| Services médicaux | 909,0 |
| Matériel spécial | 0,8 |
| Fournitures, services et matériel divers | 2 873,3 |
| Dépenses totales de l'exercice | 66 692,6 |

VI. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

29. En ce qui concerne le financement de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie), il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010, à savoir 22 900 dollars;

b) Se prononce sur l'affectation des autres recettes de l'exercice clos le 30 juin 2010, qui s'élèvent à 2 536 300 dollars, provenant d'intérêts créditeurs (2 037 200 dollars), de recettes diverses ou accessoires (289 700 dollars) et de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (209 400 dollars) ainsi que d'un solde inutilisé de 1 149 900 dollars des fonds correspondant aux exercices allant de 1996/97 à 2003/04.

30. En ce qui concerne les stocks stratégiques pour déploiement rapide, il conviendrait que l'Assemblée générale prenne note du présent rapport.